

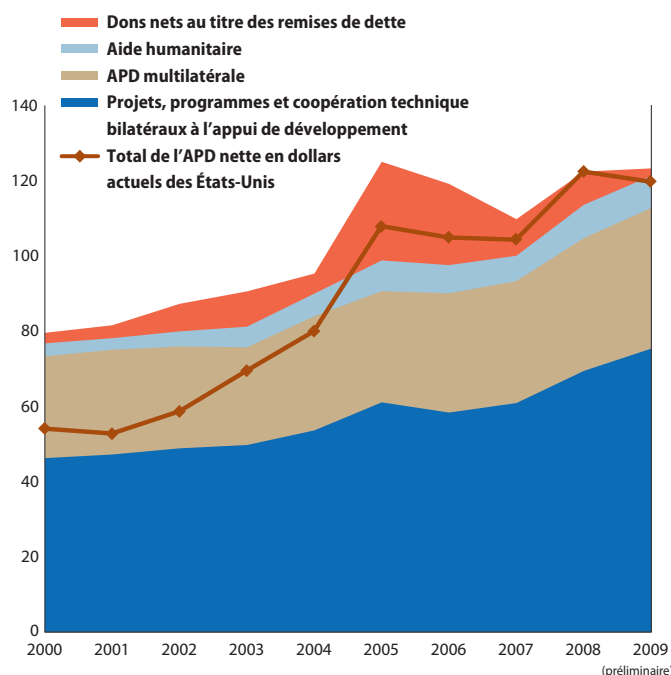
## Objectif 8

Mettre en place  
un partenariat  
mondial pour le  
développement



L'aide reste en hausse en dépit de la crise financière, mais l'Afrique n'y trouve pas son compte

Aide publique au développement (APD) des pays développés, 2000-2009 (dollars constants des États-Unis de 2008 et dollars actuels des États-Unis)



En 2009, les décaissements nets de l'aide publique au développement (APD) se montaient à 119,6 milliards de dollars, soit 0,31 pour cent du revenu national cumulé des pays développés. Il s'agit d'une légère hausse en termes réels (0,7 pour cent) par rapport à 2008, même si, en dollars actuels, l'APD a diminué de plus de 2 pour cent, puisqu'elle était de 122,3 milliards de dollars en 2008.

Si l'on exclut l'allègement de la dette, la croissance de l'APD en termes réels a été de 6,8 pour cent de 2008 à 2009. Si on exclut aussi l'aide humanitaire, l'aide bilatérale a augmenté de 8,5 pour cent en termes réels, car les donateurs ont poursuivi la mise à échelle de leurs principaux projets et programmes de développement. Cette augmentation s'est faite essentiellement sous forme de nouveaux prêts (20,6 pour cent), mais les subventions ont augmenté, elles aussi (4,6 pour cent hors allègement de la dette).

Au sommet du G8 à Gleneagles et au Sommet mondial des Nations Unies en 2005, les donateurs s'étaient engagés à accroître leur aide. Beaucoup de ces promesses étaient calculées en pourcentage du RNB. Si l'on se base sur le calcul anticipé du RNB, ces engagements, ajoutés à d'autres,

auraient fait passer le montant total de l'APD de 80 milliards de dollars en 2004 à 130 milliards en 2010 (à prix constants de 2004). Or, le ralentissement de la croissance économique depuis 2008 a réduit le niveau anticipé du RNB dans les pays développés et la valeur en dollars des engagements pour 2010 se situe aux environs de 126 milliards de dollars (à prix constants de 2004). De plus, le ralentissement économique pèse sur les budgets gouvernementaux des pays développés. Même si la majorité des engagements initiaux reste de vigueur, quelques grands donateurs ont revu à la baisse les promesses faites pour 2010 ou les ont repoussées. Au vu des propositions budgétaires actuelles pour 2010 et des prévisions revues à la baisse des RNB, le niveau total de l'APD pour 2010 devrait s'établir à 108 milliards de dollars (en dollars de 2004).

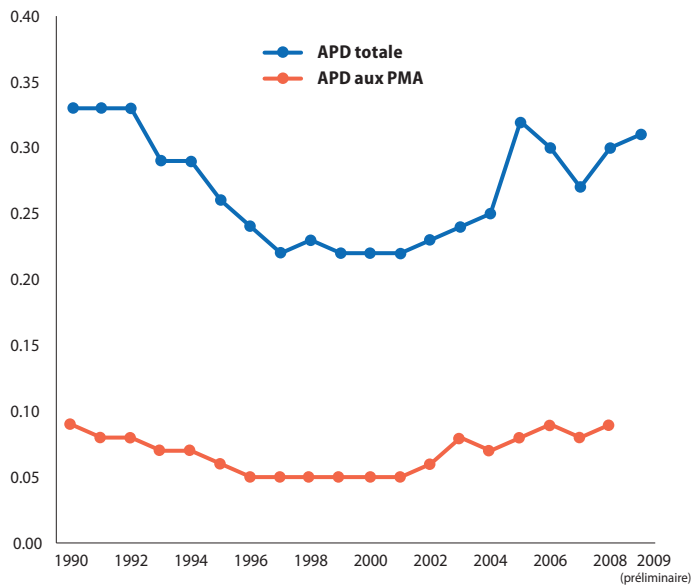
Ce manque à gagner touche tout particulièrement l'Afrique. Lors du sommet de Gleneagles en 2005, les membres du G8 avaient prévu que leurs engagements, ajoutés à ceux d'autres donateurs, permettraient de doubler l'APD à l'Afrique d'ici 2010. Or, d'après les données préliminaires de 2009, l'APD bilatérale à l'ensemble de l'Afrique a augmenté de 3 pour cent en termes réels. Pour l'Afrique subsaharienne, l'aide bilatérale a augmenté de 5,1 pour cent en termes réels par rapport à 2008. On estime que l'Afrique ne recevra que 11 milliards de dollars sur les 25 envisagés à Gleneagles, en grande partie à cause des mauvaises performances de certains donateurs européens, qui destinent une large part de leur aide à ce continent.

## CIBLE

Répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement

## Seuls cinq pays donateurs ont atteint la cible des Nations Unies pour l'aide publique

Aide publique au développement nette des pays du CAD/OCDE en pourcentage du revenu national brut des donateurs, 1990-2009 (Pourcentage)



Pour la plupart des donateurs, l'aide est loin d'avoir atteint la cible de 0,7 pour cent du revenu national brut fixée par les Nations Unies. En 2009, les seuls pays à avoir atteint ou dépassé cette cible étaient le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède. En 2009, les plus gros donateurs, en termes de volume, ont été les États-Unis, suivis par la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Japon.

Cette année-ci représente une étape historique pour les membres européens du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques. En 2005, les États membres du CAD/OCDE avaient convenu de consacrer un total de 0,56 pour cent de leur RNB collectif à l'APD nette en 2010, avec une cible minimum de 0,51 pour cent par pays.

Certains vont atteindre, voire dépasser cet objectif : la Suède affiche l'APD la plus élevée au monde en termes de pourcentage de son RNB (1,01 pour cent), suivie par le

Luxembourg (1 pour cent), le Danemark (0,83 pour cent), les Pays-Bas (0,8 pour cent), la Belgique (0,7 pour cent), le Royaume-Uni (0,6 pour cent), la Finlande (0,56 pour cent), l'Irlande (0,52 pour cent) et l'Espagne (0,51 pour cent).

Mais d'autres ont peu de chances d'atteindre l'objectif fixé : le rapport APD/RNB devrait se situer entre 0,44 et 0,48 pour cent pour la France, 0,40 pour cent pour l'Allemagne, 0,37 pour cent pour l'Autriche, 0,34 pour cent pour le Portugal, 0,21 pour cent pour la Grèce et 0,20 pour cent pour l'Italie.

Cette année a aussi ceci de particulier pour les donateurs du CAD-UE qu'elle se situe à mi-parcours entre les engagements de 2005 et la date 2015 qui a été fixée pour atteindre la cible de 0,7 pour cent du RNB.

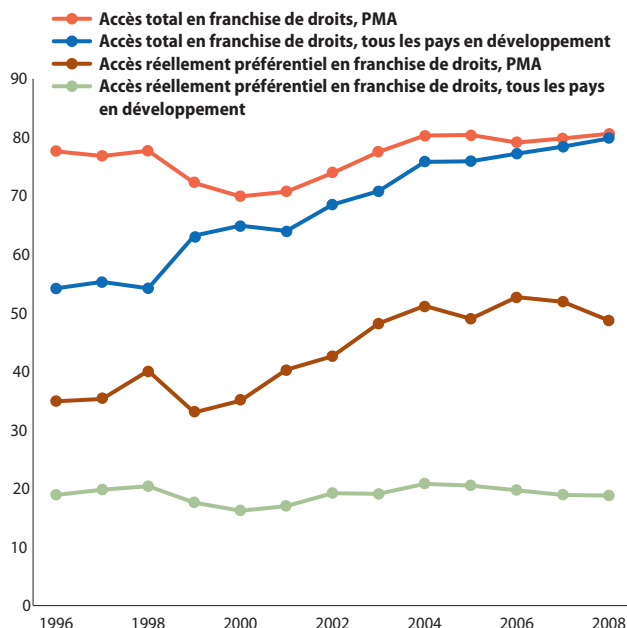
L'aide va de plus en plus aux pays les plus pauvres, les pays les moins avancés (PMA) recevant environ un tiers du total des flux d'aide des donateurs. En 2007-2008, sur un total moyen de 71,6 milliards de dollars d'APD bilatérale allouée à des fins spécifiques, 15,2 milliards visaient la réalisation de l'OMD 3 (promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes).

## CIBLE

Poursuivre la mise en place d'un système commercial et financier ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire

## Les pays en développement ont davantage accès aux marchés des pays développés

Proportion des importations des pays développés en provenance des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA) admises en franchise de droits ou admises en franchise de droits alors que les produits de leurs concurrents étaient assujettis à des tarifs douaniers au titre de NPF (accès préférentiel libre de droits), 1996-2008 (Pourcentage)

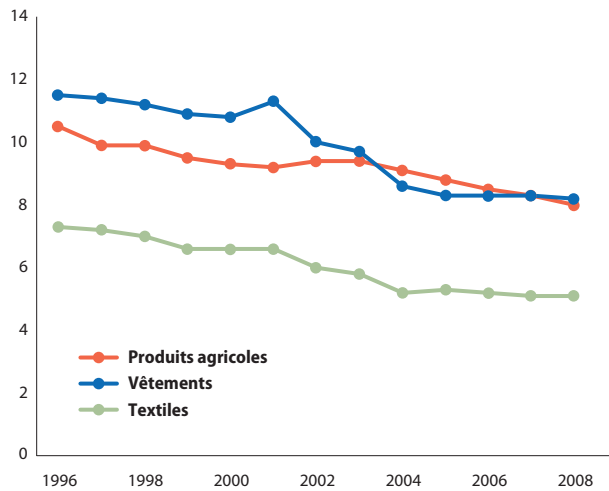


Au cours des dix dernières années, les pays en développement et les PMA ont vu s'accroître leur accès aux marchés des pays développés. La proportion des importations, par les pays développés, de produits (à l'exception des armes et du pétrole) en provenance de tous les pays en développement admis en franchise de droits a atteint près de 80 pour cent en 2008, contre 54 pour cent en 1998. Pour les PMA, cette proportion n'a augmenté que de façon marginale, puisqu'elle est passée de 78 pour cent en 1998 à près de 81 pour cent en 2008.

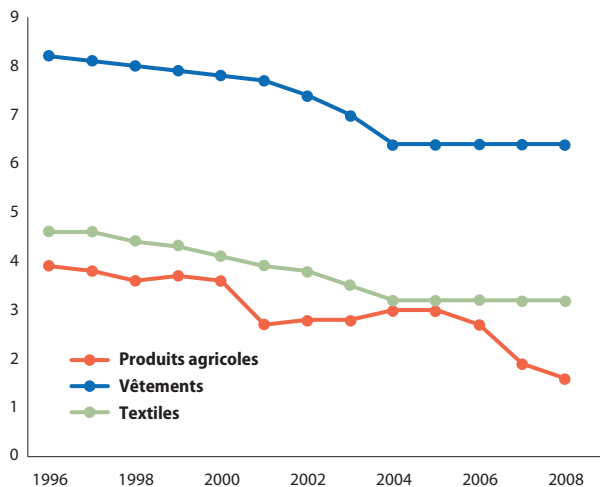
Pour l'ensemble des pays en développement, cet accès accru aux marchés peut être attribué essentiellement à l'élimination des tarifs douaniers au titre de la nation la plus favorisée (NPF), en particulier avant 2004. Depuis, les pays développés n'ont pas accordé de réductions significatives des droits de douane en termes de traitement NPF.

## Les pays les moins avancés sont ceux qui bénéficient le plus des réductions des droits de douane, surtout pour leurs produits agricoles

Tarifs douaniers moyens des pays développés sur des produits clés des pays en développement, 1996-2008 (Pourcentage)



Tarifs douaniers moyens des pays développés sur des produits clés des pays les moins avancés, 1996-2008 (Pourcentage)



En dépit de traitements préférentiels, les droits de douane des pays développés sur les produits agricoles, les textiles et les vêtements importés des pays en développement ont oscillé entre 5 et 8 pour cent en 2008, avec une baisse de seulement 2 ou 3 pour cent par rapport à 1998. Mais les pays les moins avancés bénéficient toujours de réductions

tarifaires plus importantes, surtout pour leurs produits agricoles. Les tarifs préférentiels sur les importations agricoles en provenance des PMA sont de 1,6 pour cent (contre 8 pour cent pour les autres pays en développement), mais les droits sur les vêtements et textiles des PMA ne sont que 2 ou 3 pour cent plus bas que ceux de l'ensemble des pays en développement.

Les tarifs préférentiels leur donnant un avantage sur leurs concurrents, les PMA ont davantage exporté des produits qui leur



procurent de fortes marges préférentielles. Une plus grande libéralisation des politiques commerciales des pays développés, dans le cadre du Programme de Doha pour le développement, serait avantageuse pour l'ensemble des pays en développement, mais éroderait les avantages dont jouissent actuellement aux PMA. Cependant, ce traitement préférentiel octroyé aux PMA est largement unilatéral et l'accord de Doha aurait l'avantage de renforcer ces accords. Quant à la question de l'érosion du traitement préférentiel, elle devrait être résolue par le biais de procédures spéciales dans le cadre du Programme de Doha pour le développement et d'une Aide spéciale pour le commerce.

Les principaux bénéfices que l'ensemble des pays en développement devrait retirer de l'accord de Doha, en ce qui concerne l'accès aux marchés des pays développés (où les tarifs douaniers sont en moyenne déjà assez bas), consisteraient en une réduction des crêtes tarifaires dans les secteurs de l'agriculture, du textile et des vêtements, et en une baisse des subsides à l'agriculture qui faussent les marchés. En amenant une baisse des tarifs élevés de façon plus que proportionnelle, l'accord de Doha réduirait aussi « l'escalade » très fréquente des droits de douane (à savoir les droits de plus en plus élevés qui sont appliqués au fur et à mesure de la transformation d'un produit), tant dans le secteur agricole que non agricole.

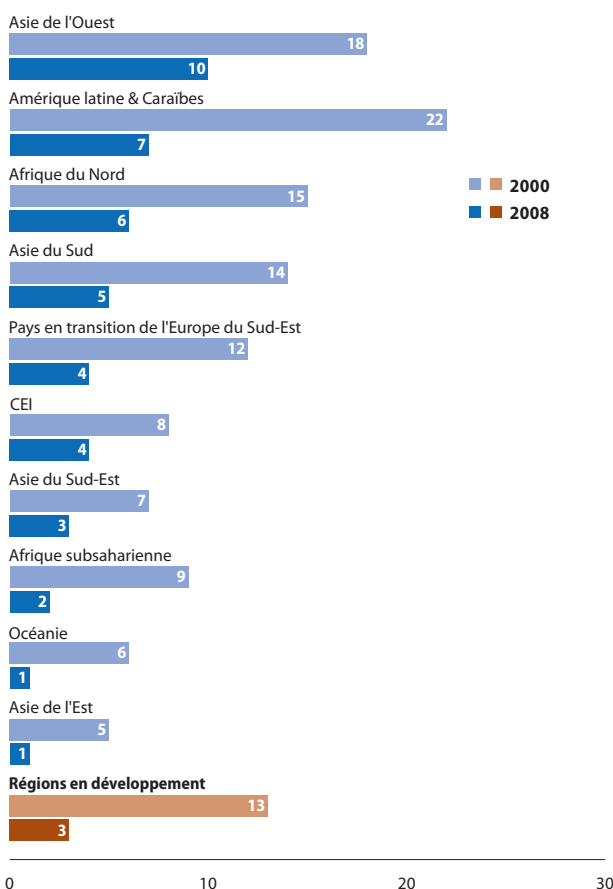
En 2008/2009, la crise financière a entraîné une baisse des échanges commerciaux, tant en termes de valeur que de volume, pour presque tous les pays en développement. Les PMA ont été particulièrement affectés par la baisse des prix du pétrole et des minéraux sur le marché international, alors que ce sont leurs principales exportations. La valeur des exportations de pétrole a baissé de 46 pour cent au cours du quatrième trimestre 2008 et a continué sa chute au début de 2009. En dépit d'une reprise dans les prix des matières premières qui a commencé au deuxième trimestre 2009, les pays en développement accusaient encore un déclin de la valeur de leurs exportations à hauteur de 31 pour cent en 2009 (contre une baisse moyenne de 23 pour cent pour l'ensemble du monde). Face à ce recul, le système multilatéral d'échanges a joué un rôle important en empêchant un refuge généralisé dans le protectionnisme.

## CIBLE

Traiter globalement le problème de la dette des pays en développement

## Le poids de la dette diminue pour les pays en développement et reste largement au dessous de ses niveaux historiques

### Versements au service de la dette en proportion des recettes tirées des exportations, 2000 et 2008 (Pourcentage)



Le poids de la dette extérieure affecte les capacités financières d'un pays et sa résistance aux chocs économiques. Or, ce poids s'est réduit avec l'extension du commerce, une meilleure gestion de la dette et, pour les pays les plus pauvres, un allègement substantiel de cette dernière. En dépit d'un recul des exportations dû à la crise économique mondiale, le ratio service de la dette/exportations est resté stable ou a baissé à nouveau en 2008 dans la plupart des régions en développement. Entre 2007 et 2008, ce rapport n'a augmenté qu'en Asie du Sud (4, à 5,4) et dans les pays de la CEI (3,1 à 3,9). Malgré une baisse supplémentaire des recettes des exportations en 2009 et, pour certains pays, une croissance plus faible, le poids de la dette devrait rester en-dessous de ses niveaux historiques.

Quarante pays ont droit à un allègement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Trente-cinq d'entre eux ont atteint le « point de décision » de ce processus et ont vu leurs futurs versements au titre de la dette réduits de 57 milliards de dollars : 28 pays qui ont atteint le « point d'achèvement » ont reçu une aide

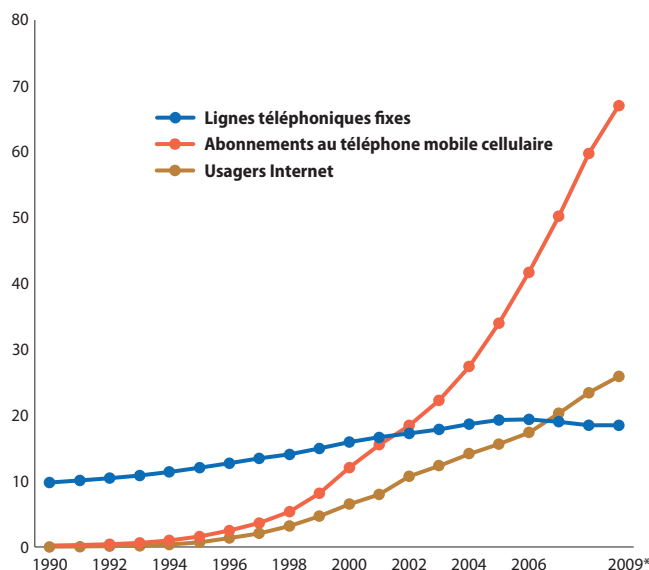
supplémentaire de 25 milliards de dollars au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale. Le poids de la dette des pays compris dans l'initiative PPTE est en-dessous de la moyenne pour tous les pays les moins avancés.

### CIBLE

En coopération avec le secteur privé, faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous

## La demande s'est accrue pour les technologies de l'information et des communications

Nombre de lignes téléphoniques fixes, d'abonnements à des téléphones portables cellulaires et d'utilisateurs Internet pour 100 habitants, monde, 1990-2009



Note: \* Les données 2009 sont des estimations.

En dépit du récent ralentissement économique, l'utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC) est en hausse dans le monde entier. Fin 2009, les abonnements de téléphonie cellulaire avaient explosé sur toute la planète pour atteindre quelque 4,6 milliards, soit un abonnement à un téléphone portable pour 67 personnes sur cent. La croissance de la téléphonie mobile reste forte surtout dans le monde en développement où, fin 2009, sa pénétration avait dépassé la barre des 50 pour cent.

La téléphonie mobile offre de nouvelles possibilités de communication cruciales dans les régions qui n'avaient pas accès aux TIC jusqu'ici. En Afrique subsaharienne, par exemple, région où la pénétration des lignes téléphoniques fixes ne dépasse pas 1 pour cent, la pénétration des téléphones portables a largement dépassé les 30 pour cent. La technologie mobile est aussi utilisée de plus en plus souvent pour des applications autres que vocales, notamment l'envoi de messages courts, la banque mobile et la gestion des catastrophes, et son rôle en tant qu'outil de développement ne laisse plus de doute.

## L'accès à Internet reste interdit à la majorité de la population mondiale

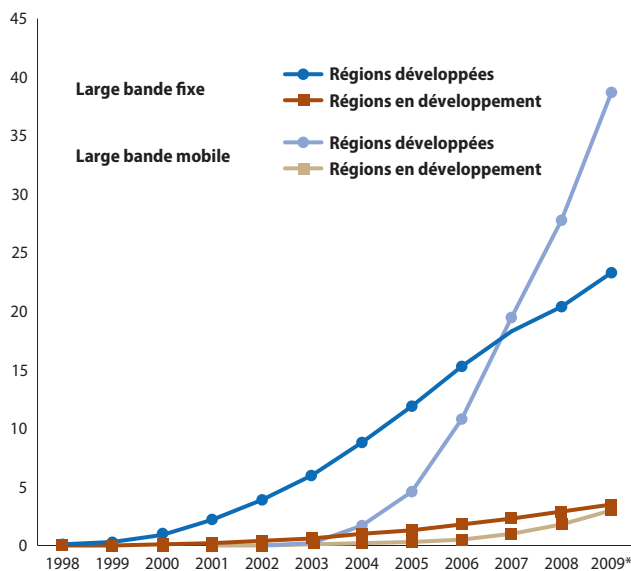
Nombre d'utilisateurs d'Internet pour 100 habitants, 2003 et 2008



Internet continue son expansion même si c'est à un rythme plus lent que l'an dernier. Fin 2008, 23 pour cent de la population mondiale (1,6 milliards de personnes) se servaient d'Internet. Dans les régions développées, le pourcentage reste beaucoup plus élevé que dans le monde en développement, où une personne sur six seulement est en ligne.

## Grand écart entre ceux qui disposent d'une connexion Internet à haut débit, principalement dans les nations développées, et les usagers du réseau commuté

Abonnements au large bande fixe pour 100 habitants, 1998-2009, et abonnements au large bande mobile pour 100 habitants, 2000-2009



Note: \* Les données 2009 sont des estimations.

Le problème, si l'on veut connecter plus de gens dans les pays en développement, c'est que les réseaux à large bande sont en nombre limité. Un grand nombre des applications TIC les plus performantes dans le domaine du développement, comme la télémédecine, le cybercommerce, la cyberbanque en ligne et la cyberadministration nécessitent une connexion internet à haut débit. Mais une fracture importante subsiste entre ceux qui ont un accès rapide à un monde en ligne de plus en plus riche en contenu multimédia et ceux qui se débattent encore avec un accès Internet commuté et partagé.

Fin 2008, la pénétration du large bande fixe était en dessous de 3 pour cent en moyenne dans le monde en développement et se limitait essentiellement à un petit nombre de pays. La Chine – plus gros marché de large bande fixe au monde – compte pour la moitié des 200 millions d'abonnements. Dans la plupart des pays les moins avancés, le nombre d'abonnements au large bande fixe reste négligeable. Les services sont hors de prix et inaccessibles pour la majorité des gens. Cependant, l'introduction de réseaux sans fil à large bande et à haut débit dans un avenir proche devrait accroître le nombre d'utilisateurs Internet dans les pays en développement.

